

Pour les revendications, rompre le “dialogue social”

L’objectif du “pacte de responsabilité” annoncé début 2014, dans la continuité du “pacte de compétitivité” de 2012, est la “baisse du coût du travail”. Les mesures préparant la rentrée, le maintien du blocage de salaires, des pensions participent de cette politique.

Exonérer le patronat des cotisations sociales qui financent la branche famille de la sécurité sociale (35 milliards) répond à ce but. Or, les cotisations sociales sont partie intégrante du salaire (salaire super brut). Ce nouveau vol menace toute la sécu.

La loi Peillon sur l’école, la loi Fioraso sur l’université, le projet de loi sur la formation professionnelle répondent aux exigences patronales : former une main-d’œuvre “employable”, malléable et moins chère. La marche à la dislocation du bac et la dévalorisation des diplômes, les attaques contre les qualifications, contrats et statuts collectifs vont dans le même sens. Les “*compétences individuelles*”, l’“*individualisation des parcours*” préparent l’individualisation et la baisse des salaires.

Le gouvernement redoute la réaction des travailleurs qu’il cherche donc à désamorcer : “*ma méthode, c’est la négociation*” ; “*cela ne peut marcher que (...) si les syndicats accompagnent le processus*” (Hollande). De fait, aucun “pacte” n’est donc possible sans les syndicats.

Cet “accompagnement” a permis à Peillon de faire voter sa loi, laquelle intègre les rythmes scolaires, l’attaque contre le bac, contre les statuts... Pour la mettre en œuvre, Peillon a recours à la concertation permanente (sur le statut, les programmes, l’éducation prioritaire...). De même, le gouvernement charge le Haut conseil de financement de la protection sociale de faire des propositions pour “*réduire les prélèvements sociaux*”, préparant ainsi de nouvelles atteintes à la sécu. En siégeant dans ce conseil, les syndicats légitiment ces propositions.

La mobilisation de décembre, en exigeant clairement le “retrait du projet Peillon sur les métiers”, a mis en difficulté le gouvernement. Aussitôt Peillon relance les “concertations”. Or, ces projets – contre les statuts, contre la sécu – ne sont en rien négociables.

La place du SNES, de la FSU, c’est d’être avec les collègues, dans les AG, et non de camper dans les couloirs des ministères. **En défense des revendications, rupture des “concertations” : retrait total et définitif du plan Peillon sur les statuts ; aucune exonération de cotisations sociales.**

Hélène Bertrand (*Émancipation*, Lyon)